



**La Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres et Mers**

Direction du Pôle des Moyens Opérationnels

**TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE
REPARATIONS SUR RESEAU
D'ASSAINISSEMENT
ET
OPERATIONS PONCTUELLES**

2017 à 2021

Règlement de consultation

**Date limite de réception des offres :
Mardi 23 mai 2017 à 11h30**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet de l'appel d'offres

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Maîtrise d'ouvrage

2.2 - Etendue de la consultation

2.3 - Justification de la procédure

2.4 - Limitation du nombre de candidats

2.5 - Organisation de la consultation

2.5.1. Dossier de consultation

2.5.2. Visite du site des travaux

2.6 - Maîtrise d'œuvre

2.7 - Contrôle technique

2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

2.9.1. Décomposition en tranches

2.9.2. Forme du marché

2.10 - Compléments à apporter cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

2.11 - Variantes

2.12 - Délai d'exécution

2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

2.14 - Délai de validité des offres

2.15 - Propriété intellectuelle des projets

2.16 - Durée du marché

2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

2.19 - Mode de règlement

2.20 - Insertion par l'activité économique

Article 3 - Présentation des offres

Article 4 - Examen des offres et attribution du marché

4.1 Critères d'attribution

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 6 - Renseignements complémentaires

Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Article 8 - Clauses complémentaires

Article 1 - Objet de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres concerne les travaux ou les ouvrages suivants :

Travaux d'entretien et réparations sur réseau d'assainissement et opérations ponctuelles – 2017 à 2021

Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans chaque bon de commande.

A noter que depuis le 1^{er} janvier 2017, le territoire de Grand Calais Terres et Mers s'est agrandi en intégrant les communes de Fréthun, Hames-Bougres, Nielles les Calais, Les Attaques et Escalles.

Cette évolution du territoire de Grand Calais Terres et Mers devra être prise en compte par le candidat dans sa remise d'offre puisqu'il pourra être amené à devoir intervenir également sur ces nouvelles communes durant la durée du marché.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G., le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

La personne signataire du marché est :

Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

Les coordonnées du service chargé de la consultation sont les suivantes :

Direction du Pôle des Moyens Opérationnels

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

76 boulevard Gambetta

CS 40 021

62101 CALAIS

N° de téléphone : 03.21.19.56.00

N° de télécopie : 03.21.19.56.09

2.2 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est lancé sans variante.

Il est soumis aux dispositions des articles 25-I-1 et 67 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.3 - Justification de la procédure

Sans objet.

2.4 - Limitation du nombre de candidats

Sans objet

2.5 - Organisation de la consultation

2.5.1. Dossier de consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat

- soit à l'adresse ci dessus au service des marchés publics (sur simple demande par courriel à l'adresse marchés.publics@grandcalais.fr ou par fax)

- Soit par téléchargement sur le site www.kleloon.com.

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- ◇ règlement de consultation ;
- ◇ acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;

- ◇ cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), assorti de la liste de tous les documents techniques joints au dossier de consultation ;
- ◇ cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ◇ Cadre de bordereau des prix unitaires ;
- ◇ Détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s), devant servir à l'analyse des prix, à compléter par les candidats ;

2.5.2. Visite du site des travaux

Sans objet

2.6 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le services des Moyens Opérationnels de La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers , représentée par

- ◆ Monsieur le Directeur Général Adjoint du Pôle des Moyens Opérationnels.

2.7 - Contrôle technique

Sans objet.

2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Si le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

2.9.1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou de découpage en lots.

La même entreprise ne peut présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- ◇ en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- ◇ en qualité de membre de plusieurs groupements.

2.9.2. Forme du marché

Accord cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum et sans maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.10 - Compléments à apporter cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.11 - Variantes

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges ne sont pas autorisées.

2.12 - Délai d'exécution

Les travaux seront exécutés dans le délai fixé par chaque ordre de service, faisant office de bon de commande, qui prescrira de les commencer .

2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

Sans objet.

2.14 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.15 - Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.16 - Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée fixée à 12 mois.
Il est renouvelable 3 fois par reconduction expresse pour une période de 12 mois.

La durée totale du marché est fixée à 48 mois

2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Sans objet.

2.19 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

2.20 - Insertion par l'activité économique

La Communauté d'Agglomération de Grand Calais Terres et Mers dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

2.20.1-Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

2.20.2 - Les modalités de mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises. Le PLIE par l'intermédiaire de ses Chargés de Mission Clause d'Insertion est le seul organisme habilité par le maître d'ouvrage à pouvoir proposer des candidats aux entreprises. Les publics qui n'auront pas été préalablement validés par le PLIE ne pourront être pris en compte dans la réalisation de la clause d'insertion. Le PLIE est le seul organisme habilité par la maîtrise d'ouvrage à pouvoir valider les heures d'insertion.
Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec :

Monsieur Xavier FRANCOIS

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Grand Calais Terres et Mers
70 rue Mollien – 62100 CALAIS
03.21.19.57.57 ou 06.66.94.67.57
xavier.francois@parcours-calais.fr

Madame Rholéria BOUKHELIF

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'agglomération Grand Calais Terres et Mers
70 rue Mollien – 62100 CALAIS
03.21.19.57.57 ou 06.67.11.66.06
rholeria.boukhelif@parcours-calais.fr

Article 3 - Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ♦ **A** - Justifications à produire prévues à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ; le candidat devra en particulier fournir :

Justifications à produire quant à la situation juridique

- Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
 - ▽ le nom et l'adresse du candidat ;
 - ▽ éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;
 - ▽ si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
 - ▽ document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants ou à défaut d'utiliser l'imprimé DC1,
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration du candidat individuel (formulaire DC2)
- Déclaration sur l'honneur prévue à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- Document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières
- Certificats annuels de régularité fiscale et sociale.

Justifications à produire quant à la capacité économique et financière

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour risques professionnels

Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique

- Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
 - Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques
 - Description précise des moyens matériels et humains spécifiquement affectés à la réalisation de la prestation objet du présent marché, et notamment de l'implication du chef de projet. L'absence de ces renseignements conduira au rejet de la candidature pour manque de moyens (article 45 du Code des Marchés Publics)
- ♦ **B** - Un projet de marché comprenant :
 - un acte d'engagement - document joint à compléter, dater et signer .
 - Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ci-joint ;
 - Le bordereau des prix unitaires ci-joint dont tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés ;
 - Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s), devant servir à l'analyse des prix , à compléter par les candidats ;

- ♦ C - Un mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, (cotation 60 points / 100 points) ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il devra y être joint les documents ou renseignements suivants :

- **Projet de plan d'assurance qualité (PAQ) décrivant les dispositions envisagées pour gérer la qualité des interventions ; (5 pts)**
- **Note concernant les principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants ; (10 pts)**
- **Le délai maximum d'intervention de l'entreprise, sachant que ce délai ne peut pas être au-delà de 12 h et quelque soit le jour de la semaine, pour des raisons de sécurité et de continuité de service, pour l'exemple ci-dessous. Le délai mentionné par le candidat devra être justifié et chaque phase de l'intervention détaillée ; (15 pts)**
- **Note concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens (en études, en hommes et en matériels) qui seront utilisés pour l'exemple ci-dessous ; (25 pts)**
- **Note décrivant l'installation de chantier et indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier pour l'exemple ci-dessous ; (5 pts)**
- **Sous-traitance déclarée ou envisagée.**
- **Exemple d'intervention**

Mise en sécurité, réparation et réfection hors enrobé d'un effondrement de chaussée causé par la casse d'un réseau d'assainissement unitaire Ø500 mm à 3,00 mètre de profondeur (fil d'eau).

Contexte (voir plan en annexe) : forte circulation sur voie en sens unique avec la présence, latéralement, d'une bande cyclable puis d'une zone de stationnement, samedi matin (le candidat précisera son délai d'intervention maximal)

Article 4 - Examen des offres et attribution du marché

4.1 – Critères d'attribution

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

Examen des Candidatures

Les candidatures seront jugées au travers des justificatifs demandés à l'article 3 du présent règlement avec les critères suivants pour la sélection des candidats :

Les Capacités Professionnelles, Techniques et Financières

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 3 est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées.

Jugement des offres

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de pourcentages :

| | |
|---|-----------|
| Valeur technique de l'offre analysée à travers le mémoire technique : | 60 points |
| Prix des prestations* : | 40 points |

*Décomposition du critère prix :

- 8% relatifs aux remises proposées par le candidat selon le montant des travaux (écart par rapport à la meilleure moyenne des remises).

La formule adoptée pour la cotation de la remise est :

$$8 \times [(100 - e)/100]$$

avec $e = \% \text{ d'écart par rapport à la meilleure moyenne des remises}$

$$e = 100 \times [(meilleure\ moyenne\ des\ remises - moyenne\ des\ remises\ à\ noter) / meilleure\ moyenne\ des\ remises]$$

En cas de note négative, cette dernière sera ramenée à Zéro

• et 32% relatifs au détail estimatif : montant total résultant de la somme du produit des prix unitaires, indiqués par les candidats dans le bordereau des prix unitaires, par les quantités estimées ou fictives, précisées dans le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s) annexé(s) au présent document.

La formule adoptée pour la cotation du montant est :

$$32 \times (\text{offre de prix la plus basse} / \text{offre de prix analysée})$$

Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s) n'est (ne sont) donnés qu'à titre indicatif et est (sont) destiné(s) à servir pour le jugement des offres. Il(s) ne préjuge(nt) en rien des quantités réelles qui pourront être commandées. Ce(s) document(s) ne figurera (figureront) donc pas parmi les pièces constitutives du marché.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la décomposition du prix global forfaitaire ou sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant des autres pièces de l'offre sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées, seront également rectifiées, et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir de la décomposition globale forfaitaire ou de l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, qui sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande du Représentant du Pouvoir Adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 55 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres peuvent être acheminées dans conditions suivantes :

- ◆ transmises par voie électronique sur le site klekoon.com
- ◆ présentées sur un support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.
- ◆ présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Le pli contenant la candidature et l'offre porte le nom du candidat et l'adresse suivante :

- ◆ La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
- ◆ 76 boulevard Gambetta
- ◆ CS 40 021
- ◆ 62101 CALAIS

et la mention suivante :

♦ **Proposition pour : Travaux d'entretien et de réparations sur réseau d'assainissement et opérations ponctuelles - 2017 à 2021**

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- ♦ Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

Transmission par voie électronique

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 39 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats présenteront leur réponse dans deux fichiers distincts, l'un comportant les éléments relatifs à la candidature et l'autre les éléments relatifs à l'offre.

Le fichier concernant la candidature contient :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Le fichier concernant l'offre contient :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- ♦ Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant :

- ♦ www.klekoon.com

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure limites de remise des offres ne seront pas retenus.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- ♦ elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- ♦ elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- ♦ la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;

- ♦ la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Article 6 - Renseignements complémentaires

Les renseignements peuvent être obtenus à la même adresse que celle du maître de l'ouvrage.

Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Sans objet.

Article 8 - Clauses complémentaires

Sans objet

ANNEXE : PLAN POUR L'EXEMPLE D'INTERVENTION

